

Dépêches reçues aujourd'hui

mardi.

Londres, lundi 13 janvier, au soir.

D'après le *Globe*, le corps de l'empereur Napoléon sera exposé demain revêtu de l'uniforme que Napoléon III portait à la bataille de Sedan.

L'impératrice Eugénie n'aura pas la force d'assister à la cérémonie funèbre.

Autre dépêche.

Paris, lundi 13 janvier, au soir.

Le maréchal de Mac-Mahon n'assistera décidément pas aux obsèques de l'empereur Napoléon.

Autre dépêche.

Versailles, lundi 13 janvier, au soir.

M. de Larcy a fait à la commission des Trente un rapport sur les conversations de M. Thiers avec la première sous-commission.

La commission entendra encore demain M. le président de la république.

On assure que des mesures vont être prises contre les journaux bonapartistes.

L'Assemblée Nationale fixera mercredi le jour où viendra l'impératrice Belcastel (sur la démission de M. de Bourgoing).

Autre dépêche.

Bruxelles, lundi 13 janvier, au soir.

L'Indépendance belge assure que le gouvernement n'autorise pas la cession du chemin de fer du Luxembourg à une nouvelle compagnie.

Le *Journal de Bruxelles* et d'autres journaux confirment la nouvelle donnée par l'Indépendance.

SOURCES DE BERLIN DU 14 JANVIER

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 90 7/8 th. pour 100 r.
A 3 mois sur St-Petersbourg, 92 1/4 th. pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 83 th. pour 90 r.
Prix de la demi-impériale 5 th. 16 silb.
Emprunt russe de 1882 92.
Emprunt russe de 1883 91 3/8.
Obligations consolidées de 1870 92 3/4.
Emprunt russe 3 0/0 65.
1^{er} emprunt à lots et primes —
2^e emprunt à lots et primes 129 1/8.
6^e emprunt (1854) 76 3/4.
6^e emprunt (1855) 90 1/8.
Actions de la Grande Société des chemins de fer, 94 1/2.
Obligations du chemin de fer Nicolas 75 1/2.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, a quitté Berlin le 10 janvier pour se rendre dans ses propriétés du duché de Lauenbourg. Le prince était accompagné de son fils cadet. La *Kreuz-Zeitung* croit savoir que l'absence du chancelier ne sera que de cinq ou six jours.

PRUSSE. — La séance du 10 janvier de la Chambre des députés prussienne a été consacrée presque exclusivement à l'interpellation Mallinckrodt sur la mesure du ministre de l'intérieur interdisant aux journaux de reproduire, en langue allemande, le passage de l'allocution pontificale du 23 décembre relatif à l'Allemagne.

Cette question se prêtait naturellement, pour les députés ultramontains, à de longues et ardues récriminations contre ce qu'ils appellent la persécution de l'Eglise catholique. Aussi n'ont-ils largement profité. MM. de Mallinckrodt, de Windthorst (Meppen) et de Windthorst (Dortmund) se sont surtout fait remarquer par les critiques les plus acerbes. Nous nous abstenons de résumer tous leurs discours, car ils ne sont qu'une répétition de ce qui a été dit cent fois déjà et ne manquera pas d'être répété encore pendant les débats sur les projets de loi politico-religieux dont le ministre des cultes vient de saisir la Chambre.

Nous dirons seulement quelques mots sur les discours de M. de Mallinckrodt, qui a été particulièrement violent. L'orateur a donné lecture du passage en question de l'allocution pontificale, en langue latine, avec une version allemande faite par lui ad usum Delphini, et dans laquelle, par exemple, il traduit : *impudenter asserere non dubitant* par « ils n'ont pas honte d'affirmer que... ». L'orateur a contesté ensuite au ministre des cultes toute autorité en matière de théologie catholique et lui a dit que, s'il devait soutenir une épreuve sur ces questions, il « raterait misérablement son examen ». Il a nié ensuite que l'allocution du pape contienne ce que se dit d'offensant pour la personne de Sa Majesté, vu que l'empereur Guillaume n'y est pas désigné nominativement. M. de Mallinckrodt a profité de cette occasion pour qualifier de « faible » l'assertion que M. Benedetti aurait offensé le roi de Prusse à Ems, et il a conclu en déclarant illégale et inconstitutionnelle la mesure prohibitive du ministre de l'intérieur.

LE COMTE D'EULENBURG s'est borné à répondre à la teneur spéciale de l'interpellation, sans s'occuper des digressions de M. de Mallinckrodt. Il a déclaré que le gouvernement voyait dans le passage incriminé de l'allocution du pape une « calomnie » à l'adresse de l'Allemagne et des hommes placés à la tête du pouvoir ; que cette calomnie était de nature à donner lieu à des poursuites judiciaires, mais que, en l'absence d'une juridiction compétente, on avait voulu constater que pareille calomnie tombait en principe sous le coup de la loi, et que tel était le motif de l'avertissement adressé aux journaux. Le message n'avait rien d'illégal ni d'inconstitutionnel, a ajouté le ministre, car les journaux étaient libres de s'y conformer ou de ne pas s'y conformer, qu'il s'agisse de la loi ou de la proclamation de la loi. M. de Eulenburg a conclu en disant que l'ordre de prohibition avait émané du ministère des affaires étrangères et non du ministère de l'intérieur, précisément parce que le gouvernement tenait à constater que des calomnies de ce genre tomberaient sous le coup de la loi s'il existait une juridiction à laquelle on put les déférer.

C'est M. LASKER qui s'est chargé de répondre aux députés ultramontains, au nom de la majorité libérale de la Chambre. Il l'a fait avec beaucoup de tact, mais avec moins d'énergie. Il a qualifié les discours de M. de Mallinckrodt d'« excitation à la révolte ouverte » et a dit que tout Allemand qui peut approuver le point de vue de l'allocution pontificale, pour ce qui concerne l'Allemagne, ne peut plus être qu'un « étranger » aux yeux de la nation allemande.

L'orateur a blâmé cependant la mesure de prohibition et cela comme attentatoire à la liberté et à la dignité de la presse.

La question de l'interpellation Mallinckrodt vidée, la Chambre a passé à son ordre du jour, — le budget du ministère de l'intérieur, à l'examen duquel elle a aussi consacré sa séance du lendemain, 11 décembre. Ce jour-là, il n'est produit aucun incident notable, si ce n'est

une assez vive discussion, provoquée par M. DUNCKER, sur la catastrophe de la Schlossfreiheit le soir de la grande revue aux flambeaux, lors de l'entrevue des souverains à Berlin.

La séance suivante a été fixée à aujourd'hui mardi.

Un nouveau conflit religieux est signalé de Cologne. M^{re} Melchers, archevêque de cette ville, a suspendu de ses fonctions le docteur Brühl, maître de religion au collège Saint-Marcel, à Cologne, à cause de ses opinions anti-infaillibilistes. L'archevêque a tenté, mais en vain, de faire destituer le docteur Brühl de son poste de maître de religion.

(Kölnische Zeitung.)

— Le comte d'Eulenburg, ministre de l'intérieur, vient de publier, sous le titre de : « Dix ans de politique intérieure (1862-1872) » le recueil de tous ses discours parlementaires. L'ouvrage comprend les quatre sections suivantes : époque du conflit (1862-1866), apaisement du conflit (1866), organisation des nouvelles provinces (1866-1869), réforme de l'administration intérieure (1869-1872).

(Staatsanzeiger.)

— Vingt-sept pasteurs évangéliques prussiens, parmi lesquels cinq de différentes églises de Berlin, viennent de publier une protestation contre la mesure du consistoire de Brandebourg qui suspend M. de Sydow de ses fonctions pastorales. Les signataires se placent sur le terrain de l'unité de la foi et repoussent l'invité de la doctrine. Ils reconnaissent les livres saints, principalement le Nouveau Testament, comme la seule source de la foi chrétienne, mais ils revendiquent le droit de libre examen et contestent à des autorités ecclésiastiques constituées, quelles qu'elles soient, le droit de se baser sur l'obligation d'une croyance sans réserve aux symboles de l'Eglise pour décréter des mesures d'exclusion contre des membres de l'Eglise évangélique.

Ce n'est pas seulement au sein du clergé évangélique que l'on proteste contre la décision du consistoire. Un meeting, entièrement laïque, qui a eu lieu le 10 janvier à Berlin, dans la salle de l'hôtel de ville, a voté aussi à l'unanimité une adresse d'adhésion au pasteur Sydow.

SAAR. — Le président de la commission de la Chambre des députés chargé de l'examen des lois scolaires a déclaré, dans la séance du 10 janvier de cette commission, que si les deux Chambres de la Diète ne parvenaient pas à se mettre d'accord, il déposerait le projet d'une loi d'urgence demandant la création d'écoles de perfectionnement et l'institution d'inspecteurs de district non-ecclésiastiques.

Autriche-Hongrie.

Voici les deux pièces relatives à l'incident Gramont qui ont été publiées par l'Indépendance belge et que le télégraphe nous a signalées :

Copie d'une lettre particulière du comte de Beust au duc de Gramont, à Paris, en date de Vienne, le 4 janvier 1873.

Monsieur le duc,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en réponse à la mienne du 20 du mois passé, ne m'est parvenue que le 31, notre ambassade l'ayant retenue, faute d'une occasion sûre. Je m'empresse de vous en offrir mes remerciements.

Je ne me plains pas des publications que vous avez jugé opportunes. Il est vrai qu'elles devaient nécessairement provoquer une polémique regrettable avec laquelle, dans ma position actuelle, il m'était difficile d'entrer en lutte ; aussi y suis-je resté complètement étranger. Mais comme j'ai la conviction d'avoir consciencieusement rempli mes devoirs envers mon souverain et mon pays, et que j'ai la satisfaction de vous entendre dire, comme vous le faites dans la première des lettres publiées par les journaux, que l'attitude de l'Autriche était sympathique et loyale, j'ai aussi la certitude que cet incident n'aura servi ni à compromettre les bons rapports de mon pays avec l'Allemagne, ni à refroidir les sentiments de sympathie et d'estime qu'on nous a gardés en France. Et c'est là l'essentiel.

Je ne vous dissimule pas que moi j'ai également éprouvé un sentiment de surprise. C'est que je n'ai pu m'empêcher de me souvenir de la visite que vous avez bien voulu me faire à Londres. Nous avons beaucoup causé des événements de 1870 et vous m'avez dit sans réserve que vous aviez compris notre manière d'agir et vous ne m'avez adressé aucun reproche. Il est sûr qu'aujourd'hui vous ne m'en faites pas plus, mais comme vous en mettez, involontairement sans doute, dans la bouche de ceux qui vous entendent, et le reproche est-il permis ? Positivement non.

Permettez-moi d'abord de vous faire observer que les paroles souignées dans votre première lettre et que se trouvent dans une des miennes écrites après la déclaration de guerre ne pouvaient être un argument contre ce que M. le président de la république se souvient avoir entendu à Vienne, puisque ce passage de sa déposition se rapporte très-clairement à l'époque où nous avions l'honneur de vous voir comme ambassadeur. Voilà pourquoi, Monsieur le duc, je vous ai demandé aussitôt la date du document auquel vous faisiez allusion, car il était impossible qu'il apparût au temps de votre ambassade. Il est cependant très-essentiel de relever les dates, car si vous aviez été comme ambassadeur à Vienne autorisé à tenir, comme vous le dites, ce même langage à votre gouvernement, il s'ensuivrait que nous aurions encouragé la France à faire la guerre, tandis que c'est le contraire que nous avons fait.

Je vois par une seconde lettre, publiée par les journaux, que vous appelez l'attention sur le mot *répéter*, qui prouverait qu'un langage identique avait été tenu antérieurement par le prince de Metternich. Je vous en demande pardon, mais n'est-ce pas un peu jouer sur les mots ? Il me serait permis d'objecter que le mot *répéter* ne s'emploie pas seulement dans le sens de la redite, mais encore et surtout en termes de diplomatie, pour engager quelqu'un à dire à un tiers ce qu'on dit à lui-même.

Rien ensuite ne prouverait, en admettant même votre interprétation, que la même chose ait été dite antérieurement à la déclaration de guerre. Mais je n'ai besoin d'aucune subtilité. Puisque vous dites que le prince de Metternich, fidèle à ses instructions, n'a jamais tenu un autre langage, je prends la liberté de vous envoyer ci-joint copie d'une dépêche qui lui fut adressée dans le moment décisif, et je suis bien sûr que notre ambassadeur, fidèle à ses instructions, n'a pas oublié d'y conformer son langage.

Maintenant passons succinctement en revue ce qui est intervenu entre les deux gouvernements.

Vous me rappelez une négociation des années 1869 et 1870. D'abord, ce que vous avez en vue n'appartient pas, voilà ce qu'il est encore important de constater, à 1869 et 1870, mais à 1868 et 1869. Ensuite, je ne crois pas que le mot de négociation y soit applicable. Une négociation aurait été confiée aux ambassadeurs. Il y a eu des échanges d'idées et de projets, et vous voudriez bien vous rappeler que c'était à ma demande que je fus autorisé à vous en don-

ner connaissance lors de votre entrée au ministère. Cette correspondance, revêtue d'un caractère tout privé, fut terminée en 1869 sans avoir abouti ; il n'y a eu absolument rien de signé, mais, comme vous avez pu vous en convaincre par sa lecture, trois points la caractérisent. L'entente avait un caractère défensif et un but pacifique, il devait y avoir dans toutes les questions diplomatiques une politique commune, et l'Autriche se réservait de déclarer sa neutralité dans le cas où la France se verrait forcée de faire la guerre.

Vous conviendrez que nous nous sommes conformés au troisième point, et ce n'est pas nous qui avons dévié des deux autres. Mais, je le répète, rien n'a été conclu, ce qui est peut-être regrettable ; car si on avait signé, la nécessité de nous faire intervenir dans l'action diplomatique aurait, j'aime à le croire, certainement empêché la guerre.

Le seul engagement qui en est résulté, sans toutefois avoir jamais été revêtu de la forme d'un traité, consistait dans une promesse réciproque de ne pas s'entendre avec une troisième puissance à l'insu l'un de l'autre.

Vous verrez par l'annexe déjà citée, portant la date de 11 juillet 1870, que nous nous sommes souvenus de cet engagement, qu'il n'en existait pas d'autre, mais que nous nous sommes plu à l'interpréter dans son application large, en promettant le concours de votre action diplomatique.

Or, le passage que vous avez cité prend expressément pour point de départ « la fidélité à nos engagements », et c'est en se rappelant ceux-ci tels que je viens de les préciser qu'il faut apprécier la portée réelle des deux lettres dont vous avez fait mention.

Je ne sais pas à quel se rapportent vos paroles lorsqu'en vous rappelez la négociation d'un traité d'alliance défensive et offensive contre la Prusse, qui aurait été négociée entre la France et l'Autriche depuis plusieurs mois ; ce que je sais c'est que la proposition nous en a été seulement faite après la déclaration de la guerre et que, pour des raisons qu'il est inutile de rappeler, nous l'avons déclinée sans hésitation et bien avant que les hostilités n'eussent commencé.

C'est parce que nous nous trouvions dans cette impérieuse nécessité que nous nous sommes efforcés de rendre notre neutralité acceptable à la France sans que pour cela on en ait pu conclure que nous lui offrions notre intervention armée.

Il est donc clairement établi que lorsque la France a déclaré la guerre, pas un mot n'avait été dit ni écrit qui eût autorisé à compter sur le concours militaire de l'Autriche ; et en conséquence, M. le duc, la guerre une fois déclarée, ces lettres du 21 juillet vous ont-elles sérieusement fait penser à alors que vous pouviez mettre en ligne de compte une intervention de l'Autriche à main armée ? — Vous êtes resté aux affaires plusieurs semaines encore pendant que les événements de la guerre se sont rapidement succédés, et veuillez donc me citer un télégramme ou une dépêche, parti pour Vienne pour rappeler à l'Autriche ses engagements et pour hâter ses opérations militaires. Assurément, monsieur le duc, telle n'a pas été alors votre pensée ; ainsi que l'a fait votre successeur M. le prince de la Tour d'Auvergne qui se trouvait au courant de tout ce qui avait été dit et écrit, et qui avait parfaitement jugé, à Vienne, la situation du premier coup d'œil, vous avez reconnu, qu'il n'y avait à attendre de l'Autriche qu'une action bienveillante auprès des neutres et à cette tâche-là nous n'avons point failli.

Agréez, etc., etc. Signé, BEUST.

Copie d'une dépêche au prince de Metternich à Paris, en date de Vienne, le 11 juillet 1870.

Ma lettre du 9 vous a déjà indiqué quel est notre point de vue dans la question espagnole et le langage que vous avez à tenir à Paris. La gravité toujours croissante de la situation me fait un devoir de revenir encore aujourd'hui sur ce sujet afin de bien préciser ma pensée et de vous mettre à même de l'interpréter.

La seule communication officielle que m'ait faite le chargé d'affaires de France est celle dont parle ma dépêche ostensible de ce jour. Je dois rendre au duc de Gramont la justice qu'il ne réclame de nous dans cette pièce qu'un concours diplomatique sur lequel il peut entièrement compter et dont nous lui avons déjà donné des témoignages. Mais, après s'être acquitté de cette communication, le marquis de Caxaux a ajouté que, par suite de lettres particulières qu'il avait reçues du duc de Gramont, il se croyait autorisé à m'entretenir « académiquement » de la question de guerre.

Notiez bien, à cet égard, qu'à cet égard je n'ai pas à vous parler au nom de mon gouvernement. Malgré ce préambule, j'ai vu clairement que M. de Caxaux était chargé de sonder le terrain et de s'assurer si notre concours n'était pas au-delà d'une action diplomatique dans le cas où la guerre viendrait à éclater entre la France et la Prusse. Les insinuations de M. Caxaux trouvent d'ailleurs leur commentaire dans le langage moins ambigu qui vous a été tenu par M. Olivier, aussi bien que par le duc de Gramont.

Il est important qu'il n'y ait point de malentendu sur ce point entre nous et le gouvernement français. Je tiens surtout à ce que l'empereur Napoléon et ses ministres ne se fassent pas l'illusion de croire qu'ils peuvent nous entraîner simplement à leur gré au delà de ce que nous avons promis et au delà de la limite qui nous est tracée par nos intérêts vitaux, aussi bien que par notre situation matérielle.

Parler avec assurance, ainsi que l'aurait fait, selon vos rapports, le duc de Gramont dans le conseil des ministres, du corps d'observation que nous placerions en Bohême, c'est pour le moins s'avancer bien hardiment. Rien n'autorise le duc à compter sur une mesure pareille de notre part, et la loyauté nous impose le devoir de ne pas laisser le gouvernement français faire entrer cette combinaison dans ses calculs.

Le seul engagement que nous avons contracté réciproquement consiste à ne pas nous entendre avec une puissance tierce à l'insu l'un de l'autre. Cet engagement nous le tiendrons scrupuleusement, ainsi que je vous le disais dans ma lettre du 9, et la France peut, par conséquent, être parfaitement sûre que nous ne nouerons derrière son dos aucune négociation avec la Prusse, ni avec une autre puissance, ce qui est pour elle, en cas de guerre, une garantie importante de sécurité. Nous nous déclarons en outre hautement les sincères amis de la France, et le concours de notre action diplomatique lui est entièrement acquis. C'est là un second point qui n'est pas à dédaigner, mais c'est à cela seul que se bornent nos engagements positifs.

Le cas de guerre a bien été discuté dans des pourparlers. Toutefois, rien n'a été arrêté, et même si on voulait donner une valeur plus réelle aux projets restés à l'état d'ébauche et qui, ne l'oublions pas, avaient pour but déclaré nous les préparatifs d'une guerre, mais le maintien de la paix, ainsi qu'aux observations échangées, on ne saurait en tirer la conséquence que nous serions tentés à une démonstration armée, dès qu'il conviendrait à la France de nous le demander. Je n'ai pas besoin de vous rappeler qu'en examinant les éventualités de guerre, nous avons toujours déclaré que

nous nous engagerions volontiers à entrer activement en scène si la Russie prenait le parti de la Prusse, mais que si celle-ci seule était en guerre avec la France nous nous réserverions le droit de rester neutres. J'admets bien et j'admets encore que telles circonstances peuvent se présenter où notre intérêt même nous commanderait de sortir d'une attitude de stricte neutralité, mais je me suis toujours positivement refusé à contracter sous ce rapport un engagement. J'ai revendiqué alors, comme je revendique maintenant, une entière liberté d'action pour l'empire austro-hongrois, et si j'ai maintenu avec fermeté ce point quand il s'agissait de signer un traité d'alliance, je dois moins que jamais me considérer comme ayant les mains liées aujourd'hui où un traité n'a pas été conclu.

Cette argumentation me paraît claire et irrefutable. Je ne concevais pas que l'empereur Napoléon, ou le duc de Gramont, pût interpréter autrement ce qui s'est dit alors et nous regarder comme engagés à une démonstration armée.

Je vais d'ailleurs plus loin et je dirai que même, si nous avions promis un concours matériel en cas de guerre entre la France et la Prusse, ce n'aurait jamais été que comme le corollaire d'une politique suivie d'un commun accord. Jamais nous n'aurions songé et aucun Etat ne songerait jamais à se mettre vis-à-vis d'un autre dans une situation de dépendance telle qu'il dût prendre les armes uniquement selon le bon plaisir de l'autre. L'empereur Napoléon nous a promis de venir à notre secours si nous étions attaqués par la Prusse, mais sans doute il ne se croit pas obligé d'embolter le pas derrière nous s'il nous prend fantaisie de déclarer la guerre à la Prusse sans son assentiment.

Mais la France, alléguera-t-on, n'est pas, dans la circonstance actuelle, l'agresseur. C'est la Prusse qui provoque la guerre, si elle ne retire pas la candidature du prince de Hohenzollern.

Ceci est un point qu'il est indispensable d'examiner. Je veux m'expliquer à cet égard avec une entière sincérité et en véritable ami de la France.

Dans tous nos pourparlers confidentiels avec le gouvernement français nous avons toujours pris pour point de départ que nous voulions avant tout le maintien de la paix et que nous n'aurions recouru à la guerre que si elle était nécessaire. L'est-elle dans le cas présent ? Elle le deviendra peut-être, mais assurément ce sera dû en grande partie à l'attitude prise dès le principe par la France, car la candidature du prince de Hohenzollern n'était pas un fait de nature à mener par lui-même à cette conséquence.

Que la France ne fût pas restée indifférente à cet incident, rien de plus juste. Qu'elle y ait d'abord un manque de procédé à son égard et par conséquent une atteinte à sa dignité, rien de plus naturel. Qu'elle déclare ses intérêts menacés par l'avènement d'un prince prussien au trône d'Espagne, c'est encore là un fait contre lequel il n'y aurait rien à redire. Il y avait en ceci l'occasion d'engager une campagne diplomatique où la France avait la partie fort belle, où la Prusse et l'Espagne étaient évidemment dans leur tort et où l'Europe aurait été toute disposée à se mettre du côté de la France et à exercer sur les deux autres puissances une pression qui aurait eu pour résultat, soit de donner pacifiquement une ample satisfaction aux intérêts français, soit d'assurer au gouvernement français un grand ascendant moral si, cette satisfaction lui étant refusée, il était contraint à prendre les armes.

Il aurait fallu exposer à l'Espagne, dans un langage ferme, mais mesuré, quelles étaient les exigences évidentes de l'intérêt de la France. Des déclarations analogues auraient été données aux cabinets étrangers et ceux-ci se seraient certainement empressés d'offrir à la France un concours actif pour détourner cette cause de complication. La Prusse, sans être prise directement à partie par la France, aurait probablement cédé, et la France aurait eu tout l'honneur et le profit de cette campagne. Si, contrairement à toute attente, la Prusse persistait à ne pas faire retirer au prince de Hohenzollern sa candidature, malgré les conseils de l'Europe, la guerre s'ouvrirait dans les conditions morales les plus favorables à la France.

Le gouvernement français ne s'est pas conformé dès le début au plan que je viens d'esquisser. Ses premières manifestations ne portent pas le caractère d'une action diplomatique ; elles sont bien plutôt une véritable déclaration de guerre adressée à la Prusse en des termes qui jetent l'émoi dans toute l'Europe et lui font croire aisément au dessein prémédité d'amener la guerre à tout prix. Le langage des ministres français suivi de préparatifs de guerre immédiats rend la retraite difficile aux Prussiens aussi bien qu'aux Espagnols et ne facilite pas aux cabinets la tâche de s'interposer en faveur des intérêts français. Nous aimons encore à espérer que l'affaire pourra rentrer dans une voie plus conforme au point de vue diplomatique, et que la France n'en obtiendra pas moins un succès éclatant.

Cependant les apparences indiquent un peu trop clairement qu'il y a désir, de la part de la France, de chercher querelle aux Prussiens et de tirer parti dans ce but du premier prétexte qui se présente. Les détails que me donnent vos rapports ne peuvent que confirmer cette appréciation, et j'avoue franchement que je vois dans la manière dont cette affaire a été entamée à Paris un motif sérieux pour ne pas sortir d'une certaine réserve.

En effet, si c'est simplement avec passion qu'on aborde à Paris de cette façon la question de la candidature Hohenzollern, cette conduite n'est pas de nature à nous inspirer de la confiance dans l'avenir et à nous donner le désir de nous embarquer sous de pareilles auspices. Si ce n'est pas entraîné, il y a donc dessein préconçu de provoquer la guerre, et ceci est contraire à tout ce dont nous étions convenus. Dans ce cas, je comprendrais encore moins que l'on comptât sur notre concours.

On trouvera peut-être à Paris ce langage sévère, mais je le crois dicté par une sincère amitié pour la France, aussi bien que par ma sollicitude pour les intérêts qui me sont confiés. Précisez bien comme je l'ai fait la portée de nos engagements ; assurez que nous les tiendrons, mais ne cachez pas que nous nous sentons d'autant moins portés à les dépasser que nous ne pouvons approuver la précipitation avec laquelle on pose, sans nécessité évidente et en nous prévenant si peu, la question de guerre.

D'ailleurs, en dehors de ces considérations politiques, il y a des raisons matérielles qui ne nous permettraient pas de prendre une attitude belliqueuse. Le duc de Gramont nous a vu de trop près pour s'y tromper. Même si nous le voulions, nous ne pourrions pas mettre aussi subitement sur pied des forces respectables. Les sacrifices et les efforts que cela exigerait sont tels qu'il faudrait pour les imposer au pays des motifs bien autrement pressants que ceux qu'on pourrait invoquer aujourd'hui. Nous n'avons jamais dissimulé le besoin impérieux que nous avions de la paix. Si la France trouve l'occasion actuelle favorable pour entrer en campagne, si elle se sent en mesure de déployer dès à présent toutes ses forces, nous

ne pouvons en dire autant pour notre part. Ce n'est pas du jour au lendemain que nous pourrions passer ainsi à l'action, et l'opinion du pays tout entier se souleverait contre le gouvernement si je n'étais tête baissée dans les périls d'une guerre aussi imprévue. Il faudrait, en tout cas, que cette éventualité se présentât comme une exigence indispensable de la situation, et personne ne voudrait aujourd'hui admettre chez nous l'existence de cette exigence. Je ne dis pas que telles éventualités ne puissent se présenter qui nous amènent à intervenir dans une lutte engagée sur une question d'influence entre la France et la Prusse, mais que pour s'ériger en cas de début de la lutte, si s'engage aujourd'hui qu'on trouvera l'empire austro-hongrois disposé à y entrer. Une attitude bienveillante pour la France, la résolution de ne pas s'entendre avec une autre puissance, voilà tout ce que le gouvernement de l'empereur peut promettre aujourd'hui, s'il ne veut pas être démenti par le sentiment général.

Pénétrons-vous bien des considérations que j'expose dans cette lettre. Je m'en remets à vous avec confiance pour les faire valoir auprès de qui de droit. Il ne faut pas qu'on s'abuse sur ce que nous voulons et surtout sur ce que nous pouvons faire. On est en train de s'engager à Paris dans une bien grosse partie. On est peut-être déjà trop avancé pour reculer, et, dans ce cas, vous tachez principalement d'être de veiller à ce qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions, qui sont sincèrement amicales pour la France, mais qui restent sans doute au-dessous de ce qu'on espère sans trop de motif. Nos services sont acquis dans une certaine mesure, mais cette mesure ne sera pas dépassée, à moins que les événements ne nous y portent, et nous ne songeons pas à nous précipiter dans la guerre uniquement parce que cela conviendrait à la France. Faire accepter cette situation à l'empereur Napoléon et à ses ministres, sans provoquer leur mécontentement, voilà la difficulté qui vous attend et dont je compte sur votre zèle et votre influence personnelle pour triompher. Il ne faut pas qu'un accès de mauvaise humeur contre l'Autriche prépare une de ces évolutions subites auxquelles la France nous a malheureusement un peu trop habitués. C'est là un écueil dangereux où il s'agit d'éviter ; faites donc sonner aussi haut que possible la valeur de nos engagements tels qu'ils existent réellement et notre fidélité à les respecter, afin que l'empereur Napoléon ne s'entende pas tout à coup à nos dépens avec une autre puissance, ce que d'ailleurs nous croyons impossible puisque ce serait contraire aux engagements réciproques. Insistez sur la réciprocité en ce qui concerne ce point et ayez en outre les yeux bien ouverts. C'est là ma dernière et ma principale recommandation.

Signé BEUST.

S. M. l'empereur François-Joseph, qui s'était rendu à Bude le 9, était attendu de nouveau à Vienne, hier, 13 janvier.

La *Neue freie Presse* croit savoir que la cour d'Autriche-Hongrie prendra le deuil à l'occasion de la mort de l'empereur Napoléon.

Les articles nécrologiques que les journaux de Vienne consacrent à la mémoire de Napoléon III, ne sont, en général, rien moins que flatteurs. Le *Freundenblatt*, par exemple, dit que depuis des centaines d'années jamais homme ne fut plus de mal à l'Autriche que Napoléon III, car, ajoute-t-il, Sadowna ne fut qu'une conséquence de Solferino. La *Neue freie Presse* s'adonne à des violences de langage inouïes, — style *Lanterne*, — et fait un crime à la *Wiener Abendpost* d'avoir passé sous silence, dans son nécrologe, le coup d'Etat du 2 décembre et la guerre d'Italie de 1859. Le *Vaterland* (journal clérical) est d'avis que Napoléon III a toujours joué du malheur ; qu'il a servi ceux auxquels il voulait nuire et n'a réussi qu'à entraîner un seul pays dans sa propre chute : l'Autriche.

On lit dans la *Correspondance générale* : « Il est définitivement décidé que les Délégations se réuniront au mois d'avril. De cette façon le Reichsrath et les Délégations siégeront en même temps à Vienne, ce qui permettra de fixer le budget commun sans abréger la durée de la session du Reichsrath. »

« On ne reçoit que des nouvelles favorables au sujet de la question de la réforme électorale. Vu la réunion imminente de tous les députés à Vienne, la rédaction finale de la loi se fera très vite. C'est pour les détails qui concernent la Bohême que le projet est le plus avancé. »

« On constate de source officieuse que l'extension de la réforme électorale à la Galicie a obtenu la sanction impériale. »

M. de Stremayer, ministre des cultes et de l'instruction publique, a adressé dernièrement deux décrets aux gouverneurs de province, touchant la question des vieux-catholiques. Selon les décisions du ministère, les évêques doivent enjoindre aux curés d'enregistrer les naissances et les décès des vieux-catholiques, mais de ne pas prendre note des mariages. Les autorités politiques devront surveiller l'enregistrement des naissances et des décès.

France.

Le *Journal des Débats* s'exprime en ces termes au sujet de la mort de Napoléon III : « Jamais homme n'eut une destinée si étrange, des vicissitudes plus extraordinaires. Le dénouement de cette existence est si sombre qu'on serait volontiers pris de compassion. Mais la France a, pendant deux ans, versé avec son sang tant de larmes, qu'il ne lui en reste plus pour celui qui en fut le principal auteur. »

« Ce n'est pas le moment de le juger, et il sera toujours temps de le faire. L'heure de la mort est sacrée. Nous ne pouvons lui rendre hommage que par la reconnaissance et le respect. Napoléon III avait organisé à son usage une responsabilité politique toute particulière. Il disait dans un de ses discours qu'il absorbait la nation dans sa personne, qu'il aurait « pour juges Dieu, sa conscience et la postérité ». Cette justice-là, qu'il croyait sans doute à plus longue échéance, est arrivée. Dieu et l'histoire ont ouvert leur livre. Ils pourront lui tenir compte de sa triste fin, de l'expiation subie de son vivant et qui a dépassé les rêves du poète vengeur. Ils lui tiendront compte des qualités estimables de douceur, de bonté, qui font un étrange contraste avec les fatalités sanglantes qui s'attachent à jamais à son nom et dont la France, même en se relevant, reste accablée. »

« L'empire, c'est l'empereur, disait un jour ici un de nos amis et maîtres, M. Saint-Marc Girardin. Il n'y a pas d'autres institutions que lui ». C'est donc l'empire aujourd'hui qui est mort et enseveli, sans rien laisser, hélas ! après lui que nos ruines. »

« Maintenant du moins, l'empire c'est la paix — la paix du tombeau. »

Le prince Napoléon et la princesse Clotilde sont partis pour Chislehurst.

Les princes Murat, absents de Paris, n'ont appris que dans la soirée du 9, à leur résidence de Grosbois, la nouvelle de la mort de Napoléon III. Ils sont partis pour Chislehurst. (Libéré.)

Les princes d'Orléans viennent, nous dit-on, de procéder à la liquidation et au partage des biens qui leur ont été restitués par l'Etat, en vertu de la loi récente votée par l'Assemblée Nationale. Le château d'Amboise et ses dépendances sont échus au comte de Paris comme chef de famille. (Idem.)

Une très

Chislehurst, aujourd'hui à midi et demi, que j'ai appris la fin de l'empereur. La nouvelle venait d'en arriver à Londres, où elle produisait une sensation d'autant plus grande qu'on ne s'y attendait pas, car les bulletins des docteurs Thompson, Gall, Corvisart et Conneau, publiés par les journaux du matin, étaient assez rassurants.

A une heure, j'étais à Camden-House, dont la grille était absolument close pour tout reporter ou tout visiteur. Elle s'ouvrit pour le comte de la Chapelle, le collaborateur des derniers travaux littéraires de l'empereur, et pour moi. Je traversai le parc désert sous une pluie battante, et j'arrivai à la maison d'habitation, dont tous les stores étaient baissés.

Voici ce qui s'était passé depuis le matin. Après la seconde opération de sir Henri Thompson, les douleurs du colébre praticien, d'accord avec ses collègues, donna la dose de narcotique que l'empereur prenait tous les jours. Napoléon III tomba dans un état de somnolence qui n'avait rien d'inquiétant, car la respiration était calme et le pouls régulier à quatre-vingts pulsations. Le but désiré était atteint, il ne souffrait pas.

La nuit fut tranquille; l'empereur, qui, seule entré dans la chambre de l'empereur depuis le 31 décembre, car la situation était depuis plusieurs jours déjà plus grave qu'on ne voulait le faire savoir, — l'empereur, dis-je, vint plusieurs fois, et chaque fois elle se retira pleine d'espérance. Les médecins étaient à ce point du même avis qu'ils avaient décidé de se réunir à onze heures en consultation, et que sir Henri Thompson devrait pratiquer une troisième opération à midi.

Ce matin, sir Henri arriva à Camden-House à neuf heures et demi; il vit le malade un instant, et le trouvant dans le même état que la veille, il se retira près de l'empereur pour attendre ses confrères. A dix heures, il revint dans la chambre de l'empereur, et il s'aperçut que le pouls avait sensiblement baissé et que la respiration devenait pénible. Napoléon III était toujours dans le même assoupissement; ce ne s'agit que par intervalles qu'il donnait des signes de connaissance réelle, mais il semblait cependant avoir conscience de ce qui se passait. On lui fit avaler à ce moment quelques gouttes d'eau-de-vie, et le pouls remonta, mais pour retomber presque aussitôt.

M. le docteur Conneau, qui, ainsi que M. le docteur Corvisart, avaient rejoint sir Henri Thompson, alla prévenir l'empereur, et ces messieurs ne crurent pas devoir lui cacher plus longtemps l'état de l'empereur ne leur laissant plus d'espoir. L'empereur, restant maître d'elle-même, donna immédiatement l'ordre d'aller chercher M. l'abbé Godard, curé de Chislehurst, et de télégraphier à M. Filon, à Woolwich, d'amener le prince impérial.

On sait que le prince impérial est, depuis plusieurs mois, à cette célèbre école d'artillerie. Il en porte l'uniforme et en suit tous les cours. La seule différence entre son existence et celle des autres élèves est qu'il demeure dans une maison voisine, avec son précepteur et le fils du docteur Conneau.

Après avoir donné ces ordres, l'empereur s'approcha du lit de Napoléon et l'embrassa longuement. Le malade le reconnut évidemment, car il fit un mouvement et avança les lèvres pour lui rendre son baiser.

M. l'abbé Godard entra au même instant et donna à l'empereur les derniers sacrements. Le petit nombre de fidèles qui composent aujourd'hui la maison de Napoléon étaient là à genoux : c'étaient MM. le duc de Bassano, comte Clary, comte Davillier, Regnaud de Saint-Jean d'Angely, Pietri et madame Lebreton.

L'empereur s'était agenouillé contre le lit, et elle étouffait ses sanglots. Tous les yeux étaient remplis de larmes.

Cette triste cérémonie terminée, l'empereur se releva et s'approchant de nouveau du mourant l'embrassa une seconde fois; mais Napoléon s'affaiblit si rapidement qu'il put à peine remuer les lèvres et ouvrir les yeux. Quelques instants plus tard, à dix heures quarante-cinq minutes, Napoléon III eut un léger tressaillement, poussa deux soupirs et expira.

L'empereur, si ferme jusqu'à ce moment, jeta un cri de douleur et tomba anéanti dans un fauteuil. On dut l'enlever dans son appartement, mais elle ne voulut sortir qu'après avoir dit au mot dernier adieu.

M. l'abbé Godard resta auprès du corps en attendant les deux sœurs de charité qu'on était allé chercher.

Trois quarts d'heure après seulement, à onze heures et demi, le prince impérial arriva. Il était en uniforme et bien qu'il n'eût pas encore été prévenu, il avait lu sur tous les visages le malheur qui venait de le frapper. Pâle, mais dominant sa violente émotion, il arriva au premier étage et se jeta dans les bras de sa mère, qui le conduisit dans la chambre mortuaire.

Le prince s'approcha vivement du lit de l'empereur, qui était couché sur le dos, les yeux fermés et les lèvres tendues rapprochées par un mouchoir serré sous le menton. Il l'embrassa et se releva littéralement livide, sans une larme dans les yeux. On sait que le prince adorait son père, dont il était le reste profondément aimé. Ceux qui assistaient à cette scène étaient effrayés du désespoir muet du prince; il s'était retourné vers un docteur et lui demandait comment Napoléon III était mort. On le lui dit, et à ces détails lugubres, les larmes jaillirent des yeux du prince et le soulagement enfin de l'oppression qui s'était emparée de lui.

Avant de s'éloigner du corps, le prince, ainsi que l'avait fait avant lui l'empereur, lui mit sur la poitrine une petite branche de buis bénit et l'embrassa une dernière fois.

Cette chambre où est mort Napoléon III est une pièce de chambre moyenne et d'un ameublement des plus simples. Elle est au premier étage, en face de l'escalier, et prend jour par une large fenêtre sur les pelouses qui s'étendent derrière la maison d'habitation. Les tentures sont en étoffe de laine bleue à fleurs blanches.

Depuis longtemps auprès du grand lit où couchait l'empereur on avait dressé un petit lit. C'est là qu'il se reposait lorsqu'il pouvait encore se lever, et c'est sur cette couche plus que modeste que l'empereur passait de longues heures lorsqu'il ne voulait laisser à personne le soin de veiller son mari.

En face de cette chambre est le cabinet de travail que l'empereur quittait fort peu dans ces derniers temps. Il s'occupait beaucoup de science, d'artillerie surtout. On construisait en ce moment à Londres une machine à vapeur de son invention.

Il ne faudrait pas croire cependant qu'il n'eût pas conscience de la gravité de la maladie dont il était atteint; depuis qu'il avait été opéré pour la première fois, il y a de cela une dizaine d'années, il n'avait plus voulu entendre parler de sondage nouveau.

Sir Henri Thompson suppose que l'empereur a été étouffé par un caillot de sang qui lui est remonté au cœur, car, malgré tout ce que la seconde opération avait présenté de dangers, les inévitables accidents locaux qui s'étaient produits n'avaient rien de d'alarmant, et l'inflammation paraissait devoir disparaître assez facilement.

On comptait beaucoup sur la constitution robuste du malade, son énergie et l'absence à peu près complète de sensation.

Sa Majesté la reine d'Angleterre, prévenue par dépêche, a fait dire de suite à l'impératrice qu'elle se mettait à sa disposition complète, et, ce soir, à neuf heures, un des aides de camp est arrivé d'Osborne à Chislehurst pour y rester aux ordres de la venue de Napoléon III. Cet officier a trouvé l'impératrice en grand deuil; elle avait déjà quitté la robe grise et le paletot de velours noir dont elle était vêtue durant cette pénible journée, — journée pendant laquelle, de quart d'heure en quart d'heure, elle se rendait auprès du mort pour s'agenouiller sur le prie-Dieu à croix noire qui est au pied du lit, où repose l'empereur. Le visage du mort est calme, sans expression de souffrance, et, si ce n'était la moustache et la longue mèche, sa ressemblance avec Napoléon I^{er} dans son tombeau serait saisissante.

C'est lord Sidney qui, le premier, a connu la triste nouvelle. Il habite dans le voisinage et est accouru; puis le duc de Cambridge et la princesse de Kent sont arrivés vers deux heures, et l'impératrice les a reçus un instant. A partir de trois heures, les courriers et les télégrammes se sont succédés sans relâche à Camden-House. Plusieurs journaux du soir, le *Globe* entre autres, paraissent, encadrés de noir.

Nous avons reçu, ajoute le *Figaro*, dans la soirée du 11 janvier la dépêche suivante, datée de Londres, 6 heures 40 minutes soir :

Le train du matin a amené M. Rouher, madame et mademoiselle Rouher, le prince Charles Bonaparte, M. Abbatucci, député, le marquis et la marquise Agnola, mademoiselle Lhermina. Ils sont restés à Chislehurst par M. le général Fleury et le marquis de La Valette, arrivés la veille.

Ces personnes sont admises auprès de l'empereur, qui reçoit également lord Sidney, lord et lady Cowley.

L'empératrice, après une nuit terrible, passée en prières dans la chambre mortuaire, est plus calme aujourd'hui. Le prince impérial est plus sombre, sa douleur est muette.

La reine d'Angleterre a adressé à l'impératrice une lettre touchante et toute chrétienne, et une dépêche affectueuse au prince impérial.

A deux heures, MM. Rouher, Fleury, de Bassano, se sont réunis et ont décidé que le corps de l'empereur ne serait pas exposé, et qu'il lui serait fait des funérailles simples. Les corps resteraient exposés pendant deux jours dans une chapelle ardente de la petite église de Chislehurst. Un grand service aura lieu probablement dans la cathédrale de Kensington.

A deux heures et demi, la tête et le buste du défunt ont été moulés, puis photographiés. Les succès de ces deux opérations ont été complets. A quatre heures, l'autopsie du corps a été faite par les docteurs Thompson, Gall et Bardou. Ce soir aura lieu l'embaumement par le docteur Gastin.

Des dépêches sont arrivées à l'adresse de l'empératrice de toutes les cours européennes. Hier soir, les communiants ont tenu une réunion dans Soho. La police veillait.

La *Lancette*, journal spécial de médecine, publie le télégramme suivant, daté de Chislehurst, 9 janvier, à onze heures du matin :

L'empereur (Napoléon) a été visité par ses médecins de service hier soir, à onze heures. Puis, venus, à 4 heures du matin, le docteur Corvisart, et à 6 heures sir Henry Thompson. Ils l'ont trouvé dormant d'un profond sommeil et en meilleure situation que dans la nuit précédente. Le pouls marquait 80 et 84 pulsations.

Ce matin, à 9 heures 45, les docteurs susnommés et M. Clover ont revu le malade, et ont décidé de faire une nouvelle opération à midi. Le pouls marquait 84 pulsations; il était fort et régulier. Il y avait amélioration des symptômes locaux. A 10 heures 25, des signes d'affaiblissement se manifestèrent, l'action du cœur s'arrêta soudainement. La mort suivit à 10 heures 45.

Signé : HENRY THOMPSON, docteur CORVISART, J.-T. CLOVER, NEAU, docteur CORVISART, J.-T. CLOVER.

Le *Medical Record* s'exprime ainsi : L'empereur est mort subitement et à l'improviste. La cause du décès est la cessation des fonctions du cœur. Les suites immédiates de l'opération n'y sont pour rien.

Nous empruntons encore aux journaux anglais les détails suivants sur la maladie et les derniers moments de Napoléon III :

La maladie de l'empereur datait de plusieurs années, et il y a longtemps que la nature de ses souffrances avait fait supposer la formation d'un calcul vésical.

Le séjour à Wilhelmshöhe, où Napoléon III a été forcé d'observer un grand repos, avait considérablement diminué le mal, de même que les premiers mois d'exil en Angleterre. Les troubles précédents se reproduisirent toutefois l'année dernière avec intensité. Le docteur baron Corvisart et M. Conneau étaient d'accord pour croire à la présence d'une pierre dans la vessie. Sir H. Thompson et sir W. Gall furent appelés, avec les deux médecins, en consultation au mois de juillet, mais Napoléon III, qui ce jour-là se sentait mieux, ne voulut pas se soumettre à un examen complet, et la consultation resta sans conclusion. Peu de jours après, l'empereur se rendit à la côte et revint à Chislehurst avec des symptômes plus marqués que précédemment.

Au mois de novembre, Napoléon III se vit forcé de renoncer à ses exercices à cheval, à ses sorties en voiture, puis, enfin, à ses promenades à pied. A partir de ce moment il garda la chambre et jugea nécessaire un traitement sérieux.

Sir H. Thompson fut appelé pour la seconde fois auprès du malade vers la fin du mois dernier. Une consultation eut lieu, on jugea urgent de faire une exploration immédiate avec application de chloroforme, la sensibilité locale étant devenue extrême.

L'exploration eut lieu le 2 janvier. Sir H. Thompson constata la présence, dans la vessie, d'une pierre de nature phosphatique; cette pierre avait le volume d'une noix ordinaire. Napoléon III déclara se mettre à la disposition des opérateurs, en exprimant le désir qu'il agissent avec le moins de retard possible.

La maladie fut opérée le même jour; sir H. Thompson retira, à cette première épreuve plusieurs débris considérables. A la suite de l'opération, les douleurs augmentèrent et sir H. Thompson jugea prudent d'en faire une seconde sans retard, afin d'enlever de la vessie les fragments irritants.

On présume que sa mort est due à une syncope, mais le fait doit être vérifié par une autopsie à laquelle l'impératrice a consenti, à la prière de sir Henry Thompson.

On attribue la mort de l'empereur, dit le *Constitutionnel*, non pas à sa maladie même, mais à l'action du chloroforme, qui a produit un effet de poison sur son organisme.

On a prétendu, à Paris et à Londres, à une rupture d'un anévrysme; d'autres personnes, à une perforation occasionnée par des blessures faites pendant les sondages. Sans toutes réserves et jusqu'après l'embaumement, les opinions les plus autorisées contredisent ces différentes versions. Le calme dont l'empereur a joui toute la nuit les rend invraisemblables. On lui aura été empoisonné lentement par le chloroforme, ou il aura succombé aux suites d'accidents nerveux produits par le même agent.

Il n'y a pas eu d'agonie à proprement parler pendant les vingt minutes qui se sont écoulées depuis le moment où les battements du cœur ont disparu.

L'empereur cependant n'a pas perdu connaissance tout de suite, mais son état de faiblesse est devenu si grand tout à coup qu'il a dû ne pas avoir conscience de sa fin.

D'après une dépêche de l'Agence *Reuter*, la cour d'Angleterre devait prendre le deuil depuis le 14 jusqu'au 24 janvier à la suite de la mort de l'empereur Napoléon.

La maladie et la mort de Napoléon III donnent un certain intérêt à l'article qui vient de paraître dans l'Union médicale sur « le calcul vésical de l'empereur », dont la formation, d'après les feuilles anglaises, remontait déjà à plusieurs années, ce qui pouvait faire mettre en doute la clairvoyance des médecins français à cette époque. L'Union médicale établit au contraire qu'à la suite d'une consultation tenue le 1^{er} juillet 1870, les médecins appelés avaient conseillé l'exploration immédiate de la vessie.

Le 1^{er} juillet 1870, l'empereur se trouvant très souffrant, une grande consultation eut lieu au palais des Tuilleries.

Les médecins consultants étaient MM. Nélaton, Ricord, Faveil, G. Sée et Corvisart.

Par suite de la délibération qui eut lieu entre ces éminents confrères, M. G. Sée fut chargé de la rédaction de la consultation, que M. Conneau fut invité à faire signer par tous les consultants, et à communiquer ensuite à l'empératrice.

« Suite à la conclusion de cette consultation, qui fut remise le 3 juillet suivant à M. le docteur Conneau. Après avoir établi leur diagnostic, les médecins consultants s'expriment ainsi : « C'est pourquoi nous considérons comme nécessaire le cathétérisme de la vessie à titre d'exploration, et nous pensons que le moment est opportun et par cela même qu'il n'y a actuellement aucun phénomène aigu. »

« Si en effet la dysurie, ou la purulence, ou les douleurs augmentaient ou reparaissaient, on aurait à craindre de provoquer par l'exploration une inflammation aiguë. »

« Paris, 8 juillet 1870. « Cette consultation, malgré l'invitation qui en avait été faite à M. le docteur Conneau, ne fut pas présentée à la signature des médecins consultants, et voilà pourquoi elle ne porte que la seule signature de M. le docteur G. Sée, qui formule le diagnostic et les conseils qu'elle formule eussent été délibérés et arrêtés en commun. »

« Bien plus, cette consultation ne fut pas communiquée à l'empératrice. »

« Il résulte de ces faits et de ce document tout à l'honneur de la science médicale française, que les médecins français, le 1^{er} juillet 1870, c'est-à-dire il y a deux ans et demi, avaient aussi formellement que possible, et par les seuls signes rationnels, diagnostiqué l'existence d'un calcul vésical chez l'empereur, sollicité et conseillé l'exploration directe immédiate, et que ce n'est que trente mois après cette consultation que les prévisions et le diagnostic de nos compatriotes ont été vérifiés par les médecins anglais. »

« Mais, par sa date du 3 juillet 1870, ce document acquiert une importance historique considérable. N'est-il pas infimement probable que si cette consultation eût été communiquée à l'empératrice, l'exploration eût eu lieu, l'existence d'un calcul eût été confirmée, l'empératrice eût demandé et obtenu le traitement immédiat, et que la déclaration de guerre faite, trois jours après, eût été certainement différée et peut-être abandonnée? »

« Dans la soirée du 9, il y a eu grande agitation dans certains quartiers de Londres plus spécialement habités et fréquentés par des réfugiés français; des tentatives de manifestations hostiles ont été réprimées par la foule. Le *Globe* et le *Morning Post* ont paru encadrés de noir. La plupart des cours européennes ont transmis des télégrammes de condoléance à Chislehurst. (Liberté.) »

« On écrit de Derby au *Daily News*, le 8 : « Il y a quelques jours des placards à la main intitulés : *Le pays et le peuple*, ont été affichés dans toute la ville. Ils annonçaient qu'un meeting public de l'Association pour la réforme de la « tenure terrienne » aurait lieu le soir dans la salle de la « Temperance. »

« Sir Ch. W. Dilke, membre du Parlement (promoteur de l'autonomie de l'Irlande), M. Arch., fondateur et président de l'Union nationale des ouvriers agricoles, et d'autres orateurs devaient y prendre la parole. »

« La séance était fixée à huit heures. Mais bien longtemps avant la salle était envahie par la foule. Il était évident qu'un orage se préparait. Les deux partis en présence étaient connus, qu'ils seraient représentés en nombre égal. Mais les partisans de sir C. Dilke se trouvaient en majorité. Ce qui s'est passé pendant la première heure ne sera pas oublié de longtemps. »

« Dès que le débat a été ouvert, M. Cox, magistrat du comté de Derby, a été appelé au fauteuil. Une portion des assistants a étonné vigoureusement le *God save the Queen* et le *Rule Britannia*. Dans l'instant un mouvement a eu lieu vers l'estrade, on vit apparaître les bâtons et les cannes plombées. Une lutte ouverte s'établit pour l'envahir. Les combattants, frappés et meurtris à la tête, au visage, furent entraînés hors de la salle et conduits chez eux tout sanglants. »

« Après un combat d'environ une heure les partisans de M. C. Dilke sont restés en possession du local. Il a prononcé alors un discours sur la condition des ouvriers de campagne. Il a appuyé le programme de l'Association pour la réforme de la tenure terrienne « en opposition avec les vues extrêmes de M. Bessford Hope, d'une part, et de la Ligue du travail agricole, d'autre part. » Pendant le temps qu'il a parlé, on a brisé des vitres, et des collisions acharnées ont suivi. »

« Enfin, on a voté des résolutions en faveur des principes de l'Association et contre la législation existante. Sir Charles Dilke a été escorté jusqu'à son hôtel, où la foule lui a décerné trois salves d'applaudissements. »

« La Société anti-esclavagiste de Londres a reçu une réponse de M. Fish du 24 décembre, annonçant que le consul américain à Zanzibar et le vaisseau de guerre américain ont reçu des

instructions de s'entendre avec M. Bartle Frère pour assurer le succès de sa mission.

« Le meeting des métiers de Londres tenu à Exeter Hall a adopté le 9 janvier une résolution condamnant le jugement rendu contre les ouvriers gaziers et exhortant les villes industrielles, par suite du refus de M. Bruce de recevoir la députation, à tenir des meetings et à pétitionner au Parlement pour assurer la mise en liberté des ouvriers prisonniers. »

« Les journaux de Londres sont dans la jubilation : M. Georges Smith, l'éminent érudit du Musée britannique, vient de lire la narration complète du déluge universel, gravée sur des tablettes assyriennes. Ces tablettes, bien qu'appartenant à l'époque de Sardanapale (600 ans ou 700 ans avant Jésus Christ), ne sont pourtant que les copies fidèles de mémoires antérieurs que sir Henry Rawlinson fait remonter à six mille ans avant l'ère chrétienne. M. Smith, à force de persévérantes recherches parmi les milliers de fragments de tablettes qui encombrant le musée, surtout parmi les plaques mythologiques de la Chaldée, finit par recomposer une qui contient, en caractères cunéiformes le récit du déluge, en tous points semblable à celui de la Bible. Les hommes, dit Sisit, ou Noé, étaient devenus si méchants que Chamas, ou le Seigneur, résolut pour les punir de... etc. » Les savants anglais traitent cette ressemblance du récit dans deux différentes langues, de chose merveilleuse. Cependant, n'est ce pas la reproduction de la même légende? Mais les travaux de M. Georges Smith sont autrement utiles à la science qui cherche la vérité sur l'histoire du genre humain en dehors de toute restriction religieuse. (Correspondance générale.)

« Il y a peu de jours qu'est partie de Sherness une corvette, le *Challenger*, dont le voyage, calculé à une durée de trois ans, doit faire époque dans les annales de la navigation scientifique. Ce n'est pas seulement le tour du globe que va faire le *Challenger* ; il visitera toutes les régions connues, en traversant les cinq grands Océans du nord au sud, de l'est à l'ouest; mais sa mission principale est de constater mathématiquement l'étendue de la surface terrestre qui est couverte par les eaux, d'en mesurer les profondeurs, d'en noter les températures, d'en étudier la faune et la flore, et, d'autres termes, la vie animale et végétale dans toutes les variétés de son expression et sous toutes les latitudes. »

« L'immensité de cette exploration minutieuse apparaît par ce fait qu'on nous rapproche du défilé universel : c'est qu'aujourd'hui même, quelques milliers d'années après le retour de la colombe dans l'arche, l'eau recouvre encore un peu plus des sept dixièmes ou un peu moins des trois quarts de la surface entière du globe; l'eau étant la généralité, la terre l'exception, définition de M. Michelot adoptée par l'auteur du *Monde de la mer*, M. A. Frédel, dont l'admirable ouvrage a déjà réalisé en grande partie l'idée de cette expédition préparée sur une échelle grandiose. »

« Le *Challenger* a recruté un équipage composé de volontaires sous la direction distincte d'un capitaine expérimenté, le capitaine Nares, et du professeur Wyville Thomson, dont le double état-major réunit sous son pavillon d'habiles marins, des chimistes, des naturalistes, des dessinateurs et un photographe muni des plus parfaits appareils. »

« L'amirauté et la Société royale ont tenu à fournir au *Challenger* les hommes les plus capables de faire honneur à la Grande-Bretagne. Il est accordé au capitaine Nares un crédit illimité pour subvenir aux dépenses prévues et imprévues. A bord sont installés des laboratoires de physique et de chimie, munis des instruments les plus parfaits. Les naturalistes ont aussi leur cabinet particulier, garni de boîtes, de filets, de harpons, de trappes, de cages, etc., dont le futur contenu réjouit d'avance le Musée britannique et le jardin zoologique, auxquels il est destiné. »

« De ce périple de trois ans, nous aurons de temps en temps, espérons-nous, par anticipation, quelques nouvelles partielles. »

« Bonne chance donc à ces argonautes de la science! Puissent-ils revenir tous sains et saufs, depuis le commandant jusqu'au petit mousse! »

(Correspondance de Londres de la *Revue Britannique*.)

« Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 9 janvier :

Augmentation : sur les billets en circulation, 452,515 liv. st.; sur le numéraire, 37,121 liv. st. — Diminution : sur la réserve totale (billets et numéraire), 415,401 liv. st.; sur les effets escomptés, 6,550,465 liv. st.; sur les comptes particuliers, 1,874,316 liv. st.; sur le compte du trésor, 4,258,715 liv. st.; sur les billes en réserve, 414,800 liv. st. (Liberté.)

Voici, d'après le *Figaro*, le récit de la visite d'adieu faite par M. de Bourgoing au pape :

« Le comte de Bourgoing a quitté Rome le 28 décembre. Sa famille devait partir incessamment. Avant son départ, il a reçu cinq ou six cents cartes de visite portant les plus grands noms de Rome. Pie IX l'a nommé grand-officier de l'Ordre du Pape et lui a fait cadeau de son portrait. C'est une grande et très-belle photographie. Au bas, le saint-père a écrit, distinction bien rare, huit ou dix lignes des plus élogieuses pour M. de Bourgoing. Ce précieux autographe commence par ces mots : *Dilecto filio nostro comiti de Bourgoing, Reipublice Gallicae apud Santam Sedem oratori, de nobis optime merito*, etc. Il y est fait une allusion délicate au motif pour lequel l'ambassadeur s'est démis de ses fonctions. »

« Lorsque M. de Bourgoing, au moment de prendre congé de Sa Sainteté, s'est agenouillé comme pour lui baiser le pied, Pie IX l'a relevé et l'a embrassé sur les deux joues, en lui disant d'une voix émue : « Non, cher comte, vous êtes, vous êtes ceux que le pape embrasse! » Puis le saint-père l'a béni, lui et toute sa famille. »

« Nous apprenons, dit la *Nazione*, que le prince Albert de Bavière et la princesse sa femme viendront bientôt en Italie. C'est à Florence qu'ils comptent faire le plus long séjour. »

« Une dépêche de Milan, 11 janvier, annonce que les journaux de cette ville ont ouvert des souscriptions pour élever un monument à Milan, à la mémoire de l'empereur Napoléon III. »

« On a distribué le 7 janvier le rapport relatif aux travaux publics. C'est celui de tous qui subira le plus de variantes. »

Le budget de 1872 portait pour dépenses ordinaires, fr. 41,287,240

Extraordinaires, 68,524,949

Total, 109,812,189

Les propositions du ministre pour 1873 ont été, pour les dépenses ordinaires, fr. 45,619,124

Extraordinaires, 76,626,817

Total, 122,245,941

avec une augmentation d'à peu près 12 millions et demi sur le budget précédent.

La commission propose, au contraire, de porter les dépenses ordinaires à 45,784,724 et de réduire les dépenses extraordinaires à 72 millions 292,817. Total fr. 118,077,541 avec une économie d'à peu près 15 millions 200,000 francs.

Mais il faut ajouter que l'économie ne serait qu'apparente et qu'elle équivaudrait au fond à une augmentation de 6 millions à peu près, puisque la réduction de 8,794,570 portée au chapitre 177 et relative aux dépenses du chemin de fer du littoral ligurien, ainsi que la réduction des 1,048,175 portée au chapitre 179 et concernant la liquidation de la ligne Ascasio-Grosseto, sont demandées uniquement parce que, pour la première de ces dépenses, il a été présenté une loi spéciale à la Chambre, et que pour la seconde il est également demandé une loi spéciale.

On trouve une autre réduction de 550,000 francs au chapitre 183, relatif à la construction du pont sur le Pô, pour le chemin de fer de Mantoue à Modène.

Pour les dépenses ordinaires, la commission propose une réduction de 89,000 francs répartie sur 7 chapitres, et une augmentation de 255,000 francs, répartie sur 5 chapitres.

Dans la partie extraordinaire, 15 chapitres ont subi une réduction et 5 une augmentation. Si l'on tient compte des dépenses qui ont été différées par suite de la nécessité d'une loi spéciale, les sommes prévues par la commission s'élèvent à 127,920,487 francs, ce qui représente une augmentation de 5,674,496 francs sur les propositions du ministère et de francs 13,108,248, en comparaison des sommes portées pour l'exercice de première prévision de l'année 1872.

Le *Journal officiel* du 11 publie un décret, en date du 10 janvier, par lequel M. de Corcelles, député à l'Assemblée Nationale, est nommé ambassadeur de la république française près le Saint-Siège.

Le *Journal officiel* du 11 annonce dans les termes suivants, en tête de sa partie non-officielle, la mort de l'empereur :

« Napoléon III est mort hier, 9 janvier, à Chislehurst. »

« On lit dans le *Figaro* du 11 : « Les bonapartistes semblent ne pas comprendre l'accord de respect et de silence que tous les honnêtes gens, à quelque parti qu'ils appartiennent, étaient disposés à conclure pour suspendre pendant quelques jours le jugement que l'opinion publique doit nécessairement prononcer sur Napoléon III. Il y avait là comme un ajournement momentané consenti devant la mort. Troublant cette trêve, MM. Dugué de La Fauconnerie et Granier de Cassagne font répandre sur les boulevards une feuille du *Journal de l'Ordre* tirée en forme de placard, et où, à côté de leurs regrets, les bonapartistes expriment et affichent une espérance hardie dans le rétablissement de l'empire. L'état de cette démonstration ne trompe personne; elle ne pourra rien restituer à une cause irrévocablement perdue. »

« Au cours de la séance de jeudi, pendant le discours de M. Dupanloup, MM. Laurent Pichat et le baron Decezes avaient échangé quelques paroles très-vives. M. Laurent Pichat, se considérant comme offensé, avait chargé MM. Henri Lefèvre, député des Alpes-Maritimes, et Schœner-Kestner, député de la Seine, de demander réparation au baron Decezes. Celui-ci a immédiatement choisi pour le soutenir le colonel Carron et M. de Valfons. A la suite d'une conférence des quatre témoins, on a décidé, d'un commun accord, de ne donner aucune suite à cet incident. »

« Le *Standard* dit que le prince de Galles avait eu l'intention, du consentement de M. la reine, d'assister à l'enterrement de l'empereur Napoléon; mais que lord Granville s'y est opposé sans faire connaître ses raisons et que le prince a renoncé à son projet. »

« Le *Times* annonce que la rédaction de la dépêche adressée par M. Fish au gouvernement espagnol, telle qu'elle avait été publiée par les journaux américains, est inexacte et que la correspondance entre les deux gouvernements est conçue dans les termes les plus polis. »

« La note de M. Fish et la réponse du cabinet de Madrid se trouvent au nombre des documents présentés au Congrès des Etats-Unis. »

Autre dépêche. Berlin, mardi 14 janvier.

Le roi a accepté hier la démission de M. de Selchow, ministre de l'agriculture, et a nommé pour son successeur le comte de Knigsmark, premier président de la province de Posen.

Autre dépêche. Copenhague, mardi 14 janvier, au soir.

Le Folkething a adopté, malgré les efforts du gouvernement, à la majorité de 58 voix contre 37, la proposition des chefs de la gauche d'interrompre la première discussion de la loi scolaire et de renvoyer celle-ci devant une commission de quinze membres. Le conflit a ainsi éclaté.

Autre dépêche. Vienne, mardi 14 janvier, au soir.

L'Abendpost confirme qu'à l'occasion de la réponse du comte de Beust au duc de Gramont, — le comte Andrassy a de son côté adressé une note au comte Apponyi, ambassadeur à Paris, pour se prononcer sur les événements qui ont précédé l'explosion de la guerre de 1870.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG du 2 (14) janvier.

Il paraît qu'on est allé trop loin dans la hausse du change vendredi dernier, et la réaction n'a pas tardé à se produire. D'ailleurs, presque tous les banquiers cherchaient la baisse de 7/8, et ce matin quelques-uns d'entre eux ont pris à 32 1/16. La Bourse a ouvert par une offre de papier à 32 3/4, mais, grâce à des besoins réels, tout a pu se placer à ce taux et quelques affaires se sont même traitées

Мировой судья 4-го участка ковенского судебного-мирового округа, на основании 1241 ст. Х. т. 1 ч. гражд. зак., вызывает, на шестизначный срок, настигнуть умершего по-мещика Ковенской губ. Семёна Михайло-вн. Скрыпа. 1603—1

По определению десятого окружного суда, состоявшемуся 9 июля 1872 г., поводом к делу являлись Дмитрий Ефремов Кордюков, признавая несостоятельным должником по торговат. Вследствие этого присутствиями места и в частности благоволения: 1) наложить на должника на неопределенное время обязательство должника и арест на имущество, в случае таковое же их в ведомств находится, и 2) сообщить же одесский окружный суд о своих требованиях на несостоятельного должника, или о суммах, следующих ему от других лиц, или о суммах, следующих от лица, живящего обязавшись одесскому окружному суду: 1) о договорных требованиях, сносных на несостоятельного и о суммах, должных ему, хотя бы таковы и другие еще срок не шатаются не наступили, и 2) об иждивен несостоятельного, находящегося в доме, или в других заведениях и обратно, об иждивениях, отпущенных несостоятельному на содержание или под заклад.

Объявление это должно быть учтено, считаясь со дня постановки приговора сей публикации в Сенатских объявлениях в течение трехмесячный срок.

1201-2

Синфоновский оркестр уже знаменит, и су-
да, и шести-месячный срок со дня по-
сещения ирландцев при публикации их Се-
настных объявлений, отныне гудит Са-
вела Семенов Шмидта, мейстельство по-
веренного в дело, показывать похврен-
ного истца жене Шмидта, Исаакович
коллекского секретаря Якобсона, пона-
но на окрестный суд 17 июля, кое 1872 г.,
по неку се Шмидта 1.300 р. по контракту,
владельцу производству, и сокращенно по-
мощи.

При ісковому, копійчому представлени: копія промишля, контракт, довірчості, свідателство за № 3939 і копія опрехнення суду, по которому признано за Именным прокуратура, по которому признано за Именным прокуратура, по которому признано за Именным прокуратура.

В случах невиконання зазначених строків, наслідком чого, пов'язаного, представителю суду, по просьбім біженця, согласно 840, 854 і 865 ст. уст. гражд. суд., визначити день аф'єкції для слухання дѣла.

1860-9

1872 г. августа 1, по указу Его Императорского Величества, казанский окружный суд, по гражданскому отбавлению, из публичного судебного заседания, из следующего состава: товарищи председатели В. П. Леога; члены: П. Г. Маклякин, А. А. Фулонов; при помощи секретаря А. Г. Симонов, высладал: 1) по иску отставного полковника Иосифа Касаткина Нарыцкого с титулярного советника Павла Васильевича Юрдана, в 1.139 р. 6 к. по заемному письму, записанного, постановил: взыскать с Павла Васильевича Юрдана в пользу Иосифа Касаткина Нарыцкого 1.139 р. 6 к. с процентами, с 30 сентября 1871 г. по день уплаты, судебных издержек 20 р. 57 к., из вознаграждения за ведение дела 74 р. Решение подтверждено немедленно исполнено. 1545-2

UNE DEMOISELLE ANGLAISE 4096
 Parlant plusieurs langues désire trouver une place
 de dame de compagnie, soit dans une famille, soit
 auprès d'une dame malade pour partir en Italie.
 Adr. place du théâtre Alexandre, n. 6, log. 46.



Aujourd'hui mercredi 3 janvier 1873
GRANDE REPRÉSENTATION
 avec le concours de M^{lle} Emma Braatz et de
 M. Agoust.
 On commencera à 7 heures 1/2.
 Prix des places comme à l'ordinaire. 7
 Demain jeudi 4 janvier 1873, grande représen-
 tation avec le concours de M^{lle} Emma Braatz et
 de M. Agoust.
 Vendredi, 1^{er} janvier, relâche.
 Incassément : 1^{er} début de l'écurière M^{lle} Ara-
 gon et des Espagnols M^{lle} Alejandro et Aragon.
Le directeur Ch. Hinné.

annonce par le présent avis que la Banque a pour agents :

Dans le gouvernement de Kiew à Gorodischta	A. I. Bréfew.
Tchernigow à Ostra	A. V. Solonine.
Niéjine	M. Okounkow.
Gloukhov	N. J. Schiriafiew.
Borzna	N. M. Biéloserski.
Podolsk à Kaménétz-Podolsk	L. I. Trjézéski.
Mohilew-Podolsk	A. P. Bérésofski.
Volynsk à Jitomir	S. P. Sokolovski.
Loutsk	Comte E. N. Olisar.
Oustiloug	J. V. Grigorovitche.

Les noms des agents que la Banque foncière de Kiew pourra avoir dans les autres villes de l'Empire seront publiés plus tard.

Les personnes qui désirent engager leurs biens peuvent adresser leurs déclarations, soit aux agents locaux, soit directement à l'administration de la Banque foncière de Kiew, à Kiew, rue Krestchatik, maison de la noblesse. 36

a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les possesseurs de lettres de gage :

1^o Que le remboursement des coupons et des lettres de gage sorties au tirage aura lieu :

- A St-Petersbourg, chez M. J. E. Günzbourg ;
- A Moscou, à la Banque de commerce de Moscou ;
- A Varsovie, à la Banque de commerce de Varsovie ;
- A Riga, à la Banque de commerce de Riga ;
- A Kiew, à la Banque de commerce privée de Kiew ;
- A Taganrog et Rostow, à la Banque de commerce d'Azow-Don ; et
- A Khar'kow, à la Banque de commerce et à la Banque foncière de Khar'kow ;

2^o Qu'un second tirage des lettres de gage aura lieu en public, le 20 janvier de l'année prochaine (1873) et cela en présence de trois députés de la Société et d'un délégué du ministère des finances.

11

Imprimerie TREMKÉ & FUSNOT (Journal de St-Petersbourg) Maximilianovsky pereonok, maison Dusaax, n° 15.

un logement très confortable de 14 pièces environ
élégamment garnies ou sans meubles dans le voi-
sinage de la Galernaia, pas plus loin que la
Grande ou la Petite Morskaia. — S'adresser à
l'artelschik Pavel Matow, Galernaia, maison n° 41.

avoir une instruction connaissant à fond les langues française et allemande ou française et anglaise. Au coin de la perspective et de la Petite Morskaja, maison n° 11, appartement meublé n° 8. 4089

LEÇONS DE FRANÇAIS théorie et pratique, prix très-mo-
dérés. S'adresser A. K. Vieux-Petersbourg, Grande perspective, m. n° 53, log. n° 4. 4090

Corbeilles, Pots-à-crème, Huiliers, Services de table et à thé et en général tout ce qui peut remplacer l'argenterie, se trouvent en melchior de la meilleure qualité et dans le plus grand choix au magasin d'objets de melchior d'Alexandre Katch, perspective Nevsky, en face la Douma, maison Rogow, n° 36.

Des catalogues illustrés seront envoyés gratis aux personnes qui demeurent à l'intérieur et qui en feront la demande. 3963



désire donner des leçons. S'adresser par écrit rue
Dmitrovskaïa, maison n° 6, logement n° 7. 4097

privilegiée américaine de biscuits
à la vapeur de

HENRI D. MOORE ET C^{ie}.
Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de l'honoré public que nous envoyons tous les jours, pour être mis en vente dans nos magasins :

1° Place de l'Amirauté, n° 8 ;
2° Grande Sadovnia, en face le jardin Yousoupov, n° 47, magasin n° 13,
des biscuits frais des espèces suivantes : de l'île de la capitale à la crème, pique-nack, à l'arrow-root, au gingembre, Albert Eugénie, fency-pique-nack, pique-nique, variétés, aux amandes, dessert au citron, biscuit au citron, biscuit royal, biscuit des dames et autres pâtisseries pour le thé. Les biscuits ci-dessus nommés se vendent en boîtes et à la livre et ont sur les biscuits anglais l'avantage de se vendre frais, tandis que ceux-ci ont quelquefois de 2 à 4 mois de fabrication.

Nous recommandons aussi le fameux *Cake de Gènes* qui est fait avec les meilleurs fruits. Nous accordons un rabais considérable sur notre prix-courant à MM. les marchands de tri-

véritable machine à coudre américaine à couture double et régulière, mise en mouvement par la main ou le pied, remarquable par la solidité et la simplicité de sa construction, et qui réunit la sûreté et l'élégance de travail. La parfaite convenance de cette machine à l'usage des familles a su prouver dans ce fait qu'actuellement dans l'Angleterre seule il y a environ 40.000 de ces machines en activité. C'est pourquoi elle est si connue et si appréciée en Irlande a reconnu "The Little Wanzler" comme la meilleure machine à coudre et "The Choice" pour être employée dans toutes les écoles d'Irlande. B. G. Tre Brack agent général pour toute la Russie, a son magasin et son comptoir à St.-Petersbourg, perspective Nevsky, entre la Grande et la Petite Nieuva, et les machines de ces machines sont aussi en vente à Moscou, chez Brink et C^o, Goumannov Dvor, chez Shanks et Bolin, (magasin des) pour des Marchands, et chez les garantissons l'authenticité des machines "The Little Wanzler" que lorsqu'elles ont été achetées chez nos agents.

3522

PLUS DE 575,000 SONT EN ACTIVITÉ DE SERVICE.

Par suite de l'agrandissement du cercle d'action de la fabrique qui donne à la C^e WHEELER & WILSON la possibilité de fournir des machines à un prix modéré et de faire honneur à toute demande de ce genre (la maison fabriquait plus de 300 machines par jour), G. M. HUTTON & C^e, machines généralement connues sous le nom de WHEELER & WILSON pour la Russie, livrent à l'honorable public des machines considérablement perfectionnées.

depuis 55 roubles

y compris la manière de s'en servir. Garantie pour quatre ans.

Les qualités dont se recommandent ces célèbres machines sont les suivantes :

<p>• Une belle et excellente couture, identiquement la même à l'endroit et à l'envers de l'étoffe consue.</p> <p>• La fermeté et la solidité de la couture, qui la préservent de se dénouer.</p> <p>• Leur aptitude à être appliquées à toutes sortes de travaux et d'étoffes.</p>	<p>4° L'économie du fil.</p> <p>5° L'élégance et le goût de la façon et du fini.</p> <p>6° Leur construction simple et durable.</p> <p>7° Leur vitesse de mouvement, la facilité de leur emploi et l'absence de bruit en fonctionnement.</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Pour ateliers de tailleurs et cordonniers de 100 r.

LES A COURRE A LA MAREE

MACHINES A COUDRE A LA MAIN ELLIPTIC
(Américaine, système Wheeler et Wilson) de 55 r
 Machines à coudre à la main de différentes fabriques de 15, 25 et 35 r.
 Coton et soie, noirs, blancs et couleurs, aiguilles, huile, etc.

On est prié de s'adresser pour des modèles de couture et pour les prix courants à
G. M. HUTTON & Co.

AGENCE GÉNÉRALE POUR LA RUSSIE.

ST-PETERSBOURG, *Petite-Morskaïa*, maison Vorontsov, n° 14. — MOSCOU, *Grande-Lanka*, maison Mazourine. — ODESSA, rue de la Poste, maison Vourhaft. — Dans l'intérieur, chez les sous-agents du dépôt de St-Petersbourg.

CHANGEMENTS, FONDS PUBLICS, CHEMINS DE FER.				ACTIONS ET OBLIGATIONS.				ACTIONS ET OBLIGATIONS.			
DÉMI-IMPÉRIALE				VALEURS INDUSTRIELLES				VALEURS PRIMITIVES			
COURS DU CHANGE EN ARGENT.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
G. r. » c. 6 r. 04 c. » r. » c.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
LONDRES... 3 mois, 32 13/16, 23/32, 3/4 p.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
AMSTERDAM... 3 mois, 164 3/8 cents				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
HAMBROURG... 3 mois, 276 3/4, 276 mt.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
PARIS... 3 mois, 348 1/2, 5/8 c.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
BRUXELLES... 3 mois, cent.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
BERLIN... 15 jours, th. pour 100r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
VALEURS NON LIBÉRÉES.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Chemin de fer (actions).				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Liban... 56				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Brest-Gravello (70)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Moscou-Brest...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Valeurs indust.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque internat. de St-Petersbourg 1 ^{er} ém. 216				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Oblig. 6 0/0 du Mont de Pitié (125)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Société d'entrepôts sur colodiat (100)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Lloyd russe (250)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banq. Russe pour le comm. étrang. (100)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banq. russe d'alt. et de Constr. mécaniq.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de commerce d'Azov-Den (175)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de commerce de Riga (150)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de comm. de Rostow sur Don (175)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque d'Esc. de St-Petersbourg (75) 2 ^{es} ém. 148				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Act. de la Banque fono. de Toulou (50)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Act. de la Banque fono. de Poltava (50)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Société russe de Construction (50)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Com. du Nord des assurances et d'entr. des march. avec ém. de warrants (125)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Act. de la Banque fono. de Yarosl. Kostr. (62 1/2)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Act. de la Banque fono. de Nijni-Novgorod-Samara (62 1/2)...				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Billets de Banq. à 5% 1 ^{re} ém. 94 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
2 ^{de} ém. 95 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
3 ^{de} ém. 94 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
FONDS PUBLICS.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
5% 1 ^{re} série 1830				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
5% 2 ^{de} série 1830				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
5% 5 ^{de} série 1854				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
5% 6 ^{de} série 1854				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
5% 7 ^{de} série 1862				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
4% 1 ^{re} série 1840				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
4% 2 ^{de} 3 ^{de} 4 ^{de} série				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
4% 5 ^{de} série				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
4% 6 ^{de} de Finlande				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
1 ^{er} emprunt intérieur à primes 1864				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
2 ^{de} 1866				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
5% Certific. de rachat 91 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
5 1/2 % 94 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Obl. de la Banq. fono. de St-Petersbourg 5% 89 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Obl. de la Banq. fono. de Moscou 5% 87 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Obl. de la Banq. fono. d'Odessa 5 1/2 % 85 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Lettre de gage à 125 r. de la Soc. du Cr. fono. mut. de Russ. à 5% à 100r. 108 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Lettres de gage de la Banque foncière de la gouv. de Kherson 88 1/2				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Lettres de gage de la Banq. fono. du gouv. de Kharkov 6% 90				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de comm. privée de St-Pét. 250 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de prêts d'esc. de St-Pét. 250 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de comm. Volga-Kama. 100 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de comm. de Varsovie. 250 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque privée de Kiev. 250 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de com. de Réval 1 ^{re} ém. 100 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
2 ^{de} ém. 100 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque d'Escompte de Varsovie 250 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de commerce d'Odessa. 250 r.				VALEURS PRIMITIVES				VALEURS PRIMITIVES			
Banque de comm. de Nicolaïev. 250 r.											

BANQUE DE COMMERCE DE BIGA

a l'honneur de faire part que le second versement de 75 r. à effectuer du 16 à 18 octobre dernier sur les titres provisoires des actions de ladite Banque n'a pas été opéré pour les titres suivants :

N°	701	à	710	N°	4664	à	4668
	834		835		4677		
	1601		1615		4681		4686
	1751		1800		6034		
	2961		2968		6158		6162
	2976		2985		6201		6206
	4609				6243		6244
	4613		4614		6508		6515
	4624		4627		6935		6939
	4631				7601		7610
	4632						

soit ensemble **157 titres provisoires** représentant **335 actions**

Deux semaines après la présente publication la Banque est obligée, conformément à l'art. 7 des statuts, de faire vendre à la Bourse, par courtier, en remplacement des titres provisoires sur lesquels le second versement n'aurait pas encore été effectué, de nouveaux titres portant les mêmes numéros et de déclarer amortis les titres provisoires originaux.

AVIS.

Le tirage de la loterie organisée en faveur de l'hôpital Elisabeth pour les enfants, qui devait avoir lieu le 30 décembre 1872, est remis, par suite de circonstances tout à fait indépendantes du comité du curatelle de cet établissement, au 30 janvier 1873.

Le tirage **aura lieu en tout cas** à cette date. On y procédera dans le manège du palais Michel, de S. A. I. M^{me} la grande-duchesse Hélène Pavlovna.

Les billets non vendus de cette loterie se trouvent : au magasin Szazikow, — Grande Morskaïa, au magasin Glazounow, Grande Sadovaya et dans tous les grands magasins de la capitale.

CHRETIEN
TRANSPORTS INTERNATIONAUX
ASSURANCES
S^TPETERSBOURG
PERSPECTIVE DE NEVSKY
N^O 1
PARIS
RUE DE LECHOUER
N^O 6
MESSAGERIES KRUGER.
RECOURREMENTS
FORMALITÉS EN DOUANE

**DÉPÔTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE
DE SAINT-PÉTERSBOURG.**

- 1° Perspective Nevsky, maison de l'Eglise catholique, mag. n° 3.
- 2° Perspective Nevsky, au pont d'Anitchkow, maison Mednikow.
- 3° Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Pois, maison Brunst.
- 4° Grande Morskaïa, maison Jacquot.
- 5° Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.
- 6° A Vassili-Ostrow, au magasin de Riga. 1^{re} ligne.

SPÉCIALITÉS :

Savons à la Glycérine.	Lait de Glycérine pour le teint.
Pommade tonique et pommade au quinquina	Eau dentifrice.
Eau tonique et phildore pour les cheveux	Poudre dentifrice du docteur Mialhé
Poudre Dongola.	Eaux de Cologne.
Cold cream et crème Glycérine.	Extraits pour le mouchoir.
Rouges et blancs pour le visage.	Eau de toilette à l'Ylang-Ylang.